

Unité interdépartementale Drôme/Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26000 VALENCE

VALENCE, le 20/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/03/2023

Contexte et constats

Publié sur 

SUEZ RV CENTRE EST

Centre de Donzère
345 chemin des Bouzarudes
26290 Donzère

Références : 20230420-RAP-DAEN0454

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/03/2023 dans l'établissement SUEZ RV CENTRE EST implanté 345 chemin des Bouzarudes 26290 Donzère. L'inspection a été annoncée le 14/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV CENTRE EST
- 345 chemin des Bouzarudes 26290 Donzère
- Code AIOT : 0006107044
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le centre de stockage de déchets de la société SUEZ RV Centre Est, situé à DONZERE, est réglementé par l'arrêté préfectoral n°2014184-0017 du 3 juillet 2014, notifié au terme d'une procédure d'autorisation au titre de la législation sur les installations classées. Il a été complété et modifié par les arrêtés préfectoraux du 28 février 2019 (gestion des odeurs) et du 9 novembre 2020 (évolutions apportées au site).

Ce centre, d'une surface globale de 478 850 m², est constitué de quatre zones de stockage de déchets non dangereux appelées DONZERE 1, DONZERE 2, extension NORD DONZERE 2 et DONZERE 3, une zone de stockage de déchets d'amiante lié à des matériaux inertes, et une unité de rupture de charge pour l'accueil des déchets susceptibles de générer des envols. Notons qu'une unité de traitement de déchets solides non dangereux est également citée, mais elle n'existe pas à ce jour.

La capacité d'accueil moyenne annuelle de déchets non dangereux est autorisée à 150 000 tonnes, avec une capacité maximale fixée à 200 000 tonnes/an.

La capacité d'accueil maximale annuelle de déchets dangereux (déchets d'amiante lié à des matériaux inertes) est autorisée à 1 200 tonnes.

L'autorisation d'exploitation est accordée jusqu'au 1er janvier 2034.

Le biogaz généré dans le cadre de l'exploitation du site est, soit valorisé dans l'un des deux groupes électrogènes du centre (moteur 316 – moteur 320) ; soit brûlé en torchère. Notons que l'une des torchères du centre appelée « Biochaude », permet une valorisation thermique du biogaz.

Le dernier casier de stockage de déchets non dangereux de la zone extension Nord de DONZERE 2, appelé casier n°13, est en cours d'exploitation. Sa fin d'exploitation devrait à priori se situer en 2025. L'exploitation de la dernière zone de stockage du site, appelée DONZERE 3, commencera ensuite.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Gestion des lixiviats
- Règlements CLP et REACH des 16 décembre 2008 et 18 décembre 2006 (produits chimiques présents dans le centre : étiquetages, emballages, fiches de données de sécurité....)
- Arrêté ministériel du 04/10/2010 : Capacités de rétention, État des matières stockées, Consignes d'exploitation et de sécurité.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou et que des précisions doivent être apportées pour juger de la nécessité ou non de proposer une suite administrative ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La visite rapide du casier de stockage en cours d'exploitation et du casier de stockage de déchets d'amiante lié n'appelle pas d'observation particulière. Des émissions odorantes n'ont été perçues qu'à proximité immédiate du bassin de stockage des lixiviats à traiter.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
4	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et VI	Lettre de suite
9	Niveau de lixiviats dans les casiers	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 22	Mise en demeure, respect de prescription
10	Gestion des lixiviats	Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article 4.3.9	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Etiquetage des produits chimiques - Gestion des engins	Règlement européen du 16/12/2008, article 17	Sans objet
3	Fiche de données de sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35, 37-5	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Etiquetage des produits chimiques - Plateforme	Règlement européen du 16/12/2008, article 17	Sans objet
5	Entretien de la rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Sans objet
6	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
7	Consignes d'exploitation relatives aux rétentions des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59 et 25-IV	Sans objet
8	Bassin de stockage de lixiviats de 4000 m ³	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 22	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle de la gestion des produits chimiques présents dans le centre n'a pas conduit à découvrir

de situation très préoccupante, des écarts ont toutefois été constatés.

Par contre, la présence de lixiviats en quantité importante dans les casiers de stockage de déchets n'est pas acceptable, elle est d'autant plus surprenante que l'exploitant sait qu'une telle situation constitue une non conformité forte, il aurait pu prendre rapidement des mesures évitant d'en arriver à cette situation (envoi de lixiviats dans des unités de traitement extérieures au centre, ou bien accueil dans le centre d'unités mobiles de traitement de lixiviats...).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etiquetage des produits chimiques - Gestion des engins

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/12/2008, article 17
Thème(s) : Produits chimiques, CLP
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Titre III : Communication des dangers au moyen de l'étiquetage Chapitre 1 : Contenu de l'étiquette Article 17 du règlement du 16 décembre 2008 Règles générales « 1. Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant les éléments suivants : a) le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du ou des fournisseurs ; b) la quantité nominale de la substance ou du mélange dans l'emballage mis à la disposition du grand public, sauf si cette quantité est précisée ailleurs sur l'emballage ; c) les identificateurs de produit conformément à l'article 18 ; d) s'il y a lieu, les pictogrammes de danger conformément à l'article 19 ; e) s'il y a lieu, les mentions d'avertissement conformément à l'article 20 ; f) s'il y a lieu, les mentions de danger conformément à l'article 21 ; g) s'il y a lieu, les conseils de prudence conformément à l'article 22 ; h) s'il y a lieu, une section réservée à des informations supplémentaires conformément à l'article 25. 2. L'étiquette est rédigée dans la ou les langues officielles du ou des États membres dans lequel ou lesquels la substance ou le mélange est mis sur le marché (...) »
Constats : L'exploitant présente à l'inspection un tableau numérique récapitulant les produits chimiques présents dans le centre, avec leurs caractéristiques essentielles. Ces produits sont rassemblés sur deux zones géographiques du centre : 1/ Zone de gestion des engins (atelier) : Elle comprend une cuve de stockage de GNR enterrée double enveloppe de 30 m ³ , composée de 2 compartiments de volumes respectifs de 8 et 22 m ³ . Cette cuve est reliée à un poste de chargement/distribution situé à proximité, au niveau duquel sont affichés plusieurs documents rassemblant diverses informations : Certaines consignes précisent les équipements de protection individuelles (EPI) à porter par les opérateurs, et les interdictions à respecter (fumer par exemple). Le contrôle exhaustif de toutes les informations rassemblées dans les documents affichés n'est pas réalisé par l'inspection, mais certains de ces documents, en place sans doute depuis longtemps, sont en mauvais état, ils méritent d'être renouvelés. À cette occasion, ils seront si nécessaire mis à jour et rendus conformes aux exigences de la prescription examinée. Un bâtiment est connexe au poste de chargement/distribution sus-mentionné, il abrite divers équipements permettant d'assurer quelques opérations d'entretien des véhicules. L'exploitant

souligne que les opérations d'entretien conséquentes ne sont pas réalisées sur place, et que les vidanges sont réalisées par une société extérieure qui intervient sur place (pompage des huiles usées-remplissage avec des huiles neuves-aucun stockage dans le centre). Le stock de diverses catégories d'huiles présentes dans le bâtiment est très modeste (au maximum 200 litres), ces huiles sont nécessaires pour assurer des appoints. Elles sont placées sur des rétentions spécifiques et sont conditionnées en contenants de faible volume (contenants de moins de 100 l). Lors de la visite, le volume des rétentions était largement supérieur au volume des bidons présents dessus.

L'étanchéité des rétentions est réelle dans la mesure où la plupart d'entre elles contiennent de l'huile et d'autres déchets solides : Un pompage des huiles piégées au fond des rétentions et un nettoyage de ces rétentions s'avèrent nécessaires. Notons que le sol du bâtiment au niveau de la zone de stockage des huiles est propre.

Un tableau mural rassemble plusieurs fiches de données de sécurité (FDS) simplifiées correspondant, selon l'exploitant, aux huiles stockées. L'accès à ce tableau est très difficile : L'exploitant s'engage à le rendre facilement accessible aux opérateurs et, le cas échéant, à renouveler les FDS simplifiées qui sont affichées et en mauvais état. À cette occasion, l'affichage sera si nécessaire mis à jour et rendu conformes aux exigences de la prescription examinée. Il apparaît utile de procéder à un étiquetage spécifique à chaque catégorie d'huile.

Notons par ailleurs qu'une aire de chargement/déchargement est délimitée à proximité immédiate de la cuve de stockage de GNR, **elle ne fait pas office de rétention** mais collecte les éventuelles égouttures et les dirige dans un séparateur à hydrocarbures. L'exploitant signale que cet ouvrage fait l'objet d'un entretien au moins annuel (non vérifié par l'inspection).

Pour ce qui concerne la cuve de stockage de GNR : La sonde de niveau se trouvant dans le liquide de la double enveloppe est testée avec succès (alarmes sonore et auditive). Chaque compartiment est équipé d'une jauge manuelle : Il est constaté que le compartiment de 8 m³ contient environ 5 m³ de GNR, et que le compartiment de 22 m³ contient environ 11 m³ de GNR.

L'exploitant précise qu'il n'y a pas de limiteur de remplissage des compartiments, il souligne que les chargements en GNR se font après contrôle du niveau de GNR au moyen des jauges manuelles.

Notons que sont applicables à cette cuve certains des articles de l'arrêté du 22/06/98 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables ou combustibles et de leurs équipements annexes.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 2 : Etiquetage des produits chimiques – Plateforme

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/12/2008, article 17
Thème(s) : Produits chimiques, CLP
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Titre III : Communication des dangers au moyen de l'étiquetage Chapitre 1 : Contenu de l'étiquette Article 17 du règlement du 16 décembre 2008 Règles générales « 1. Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant les éléments suivants : a) le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du ou des fournisseurs ; b) la quantité nominale de la substance ou du mélange dans l'emballage mis à la disposition du grand public, sauf si cette quantité est précisée ailleurs sur l'emballage ; c) les identificateurs de produit conformément à l'article 18 ; d) s'il y a lieu, les pictogrammes de danger conformément à l'article 19 ; e) s'il y a lieu, les mentions d'avertissement conformément à l'article 20 ; f) s'il y a lieu, les mentions de danger conformément à l'article 21 ;

<p>g) s'il y a lieu, les conseils de prudence conformément à l'article 22 ;</p> <p>h) s'il y a lieu, une section réservée à des informations supplémentaires conformément à l'article 25.</p> <p>2. L'étiquette est rédigée dans la ou les langues officielles du ou des Etats membres dans lequel ou lesquels la substance ou le mélange est mis sur le marché (...) »</p>
<p>Constats : L'exploitant présente à l'inspection un tableau numérique récapitulant les produits chimiques présents dans le centre, avec leurs caractéristiques essentielles. Ces produits sont rassemblés sur deux zones géographiques du centre, dont la plateforme de traitement des lixiviats et de valorisation du biogaz.</p> <p>Parmi les différents produits chimiques présentés, l'inspection choisit d'examiner le stockage d'acide nitrique : Il s'agit d'acide nitrique à 53 % conditionné dans un conteneur GRV : Il n'y a qu'un seul conteneur de ce produit : La lecture de son étiquetage s'avère conforme à la prescription examinée. L'exploitant précise que ce produit est utilisé par le nettoyage de l'évaporateur des lixiviats traités.</p> <p>Une comparaison de la FDS de l'acide nitrique avec le tableau numérique présenté par l'exploitant montre qu'un danger a été oublié dans le tableau : Ce produit est non seulement corrosif, mais aussi toxique par inhalation.</p> <p>Il s'avère donc nécessaire que l'exploitant procède à une mise à jour du tableau numérique récapitulant les produits chimiques présents dans le centre, avec leurs caractéristiques essentielles.</p> <p>Par envoi du 5 avril 2023, l'exploitant a communiqué à l'inspection le tableau mis à jour.</p> <p>L'inspection choisit également d'examiner le stockage du produit noté Kleen MCT 524 : Ce produit est corrosif et dangereux pour la santé. Il est stocké en bidons de 20 litres. L'exploitant souligne qu'il n'y a jamais plus de 2 hauteurs de bidons stockés sur la rétention en plastique, compte tenu du poids des bidons et de la nécessité de les manipuler à la main. L'étiquette collée sur ces bidons s'avère conforme à la prescription examinée.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Fiche de données de sécurité

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35, 37-5
Thème(s) : Produits chimiques, REACH
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Titre IV : Information à l'intérieur de la chaîne d'approvisionnement</p> <p>Article 31</p> <p>Exigences relatives aux fiches de données de sécurité</p> <p>« 1. Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II (...) »</p> <p>Article 35</p> <p>Accès des travailleurs aux informations</p> <p>« Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises conformément aux articles 31 et 32 [= dans la FDS] et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail. »</p> <p>Titre V : Utilisateurs en aval</p> <p>Article 37</p>

<p>Évaluations de la sécurité chimique par l'utilisateur en aval et obligation de déterminer, de mettre en œuvre et de recommander des mesures de réduction des risques</p> <p>« (...) »</p> <p>5. Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes :</p> <p>a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;</p> <p>b) dans sa propre évaluation de la sécurité chimique ;</p> <p>c) dans les informations sur les mesures de gestion des risques qu'il fournit conformément à l'article 32.</p> <p>(...) »</p>
<p>Constats : L'exploitant précise :</p> <ul style="list-style-type: none"> - qu'il dispose, sous forme numérique, de l'ensemble des FDS relatives aux produits chimiques présents dans le centre ; - que toutes ses FDS sont postérieures au 31 décembre 2019 ; - qu'il n'a qu'un seul fournisseur pour chacun de ses produits chimiques. <p>L'inspection choisit au hasard quelques produits chimiques sur le tableau numérique récapitulant les produits chimiques présents dans le centre, et demande la FDS associée. Pour le produit suivant, la FDS n'est pas trouvée : Spectrus NX1102 (corrosif et dangereux pour la santé numérique) : La FDS numérique correspondant à ce produit sera à transmettre à l'inspection.</p> <p>L'exploitant a transmis, le 5 avril 2023, à l'inspection, sous forme numérique, la liste actualisée des produits chimiques présents dans le centre, ainsi que les références des FDS associées (et non les FDS).</p> <p>Sur la plateforme de traitement des lixiviats et de valorisation du biogaz, l'inspection demande les noms des opérateurs amenés à manipuler les produits chimiques : L'opérateur habituel s'appelle monsieur COI ; en son absence, c'est monsieur RHODDE.</p> <p>L'exploitant précise que les FDS numériques des produits chimiques manipulés sont à disposition sur le réseau informatique, ce que l'inspection constate, l'article 35 examiné est donc respecté. De plus, il souligne que monsieur COI a suivi une formation "Acquérir les bases en prévention du risque chimique". Le certificat de réalisation correspondant est présenté à l'inspection, il date du 8 février 2022. De même, monsieur RHODDE dispose d'un certificat de réalisation datant du 27 octobre 2020, délivré par l'APAVE pour la formation "Acquérir les bases en prévention du risque chimique".</p> <p>En réponse au paragraphe 5 de l'article 37 examiné, l'exploitant précise qu'il n'a pas adopté de mesure spécifique de réduction des risques, il fait appliquer les mesures de protection visées dans la FDS des produits utilisés.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>

N° 4 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et VI
Thème(s) : Risques chroniques, Capacités de rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 04/10/2010</p> <p>SECTION IV : DISPOSITIONS RELATIVES A LA LIMITATION DES CONSEQUENCES DE PERTES DE CONFINEMENT (Articles 24 à 27)</p> <p>Article 25</p> <p>I. - Capacité des rétentions</p>

« Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ».

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ;
- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres. (...)

VI. — Dispositions spécifiques aux aires de chargement, déchargement et manipulation.

A.-Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles définies aux points I et II de l'article 25.

(...)

C.-Des zones sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de marchandises dangereuses, en attente de déchargement, à l'intérieur des limites du site.

D.-Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...). (...)

E.-Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol, solides ou liquides, est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les fuites éventuelles ou épandages accidentels. (...) »

Constats : Lors de la visite de la plateforme de traitement des lixiviats et de valorisation du biogaz, l'inspection n'a pas aperçu de produits chimiques hors d'une rétention : Les bidons (contenance de 20 litres pour la plupart) sont sur des rétentions spécifiques en plastique.

L'acide sulfurique est stocké dans des cuves dotées d'une double paroi se trouvant sur une aire bétonnée et recouverte de résine résistante aux acides. L'exploitant précise que les pentes de cette aire conduisent les écoulements accidentels dans un caniveau, lui aussi recouvert de résine, qui dirige ceux-ci dans le bassin de stockage de lixiviats en attente de traitement.

Les pentes de l'aire bétonnée et recouverte de résine sont très faibles et ne sont pas visibles à l'œil, l'inspection demande donc un plan de cette aire sur lequel sont confirmées ces pentes. Une dégradation de l'aire est constatée sur une faible surface, elle est à traiter.

L'inspection demande la date de mise en place de la résine et sa durée de vie garantie par le fournisseur. Dans un envoi du 5 avril 2023, l'exploitant lui a communiqué les caractéristiques du revêtement d'étanchéité anticorrosion choisi KORAI V, sa mise en place date de 2016.

Le produit noté Kleen MCT 524 est stocké en bidons de 20 litres sur une rétention spécifique en plastique d'une capacité de 1 200 litres. Le stockage limité à 2 hauteurs de bidons permet de conclure que cette capacité est très largement suffisante.

Une aire de déchargement et de manipulation des produits chimiques se situe à proximité immédiate des cuves de stockage de l'acide sulfurique et du conteneur GRV d'acide nitrique.

L'exploitant précise que le déchargement du conteneur GRV d'acide nitrique est réalisé à l'aide d'un chariot élévateur présent dans le centre. Pour ce qui concerne l'acide sulfurique, un flexible de liaison entre la cuve à remplir et celle du camion est mis en place. La mise en faible pression

d'air de la cuve du camion pousse l'acide dans la cuve à remplir.
L'aire de chargement/déchargement associée au stockage et à la distribution du GNR est démunie de rétention : Une solution est à mettre en place pour gommer cette non-conformité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite

N° 5 : Entretien de la rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien de la rétention et gestion des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Article 25</p> <p>II. — Règles de gestion des rétentions et stockages associés.</p> <p>« Le volume nécessaire à la rétention est rendu disponible par une ou des rétentions locales ou déportées. En cas de rétention déportée, celle-ci peut être commune à plusieurs stockages. Dans ce cas, le volume minimal de la rétention déportée est au moins égal au plus grand volume calculé pour chacun des stockages associés.</p> <p>Une double paroi, répondant aux dispositions du présent article, peut tenir lieu de rétention pour le réservoir concerné.</p> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis.</p> <p>Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes aux prescriptions applicables à l'installation en matières de rejets ou sont éliminés comme les déchets.</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. »</p> <p>Constats : L'exploitant précise qu'il n'y a aucune rétention déportée dans le centre et qu'aucune des rétentions du centre n'est équipée d'une vanne à sa base. L'inspection n'a pas aperçu de rétention déportée ni de vanne à la base de rétentions.</p> <p>Sur la plateforme de traitement des lixiviats et de valorisation du biogaz, l'exploitant précise qu'il n'y a aucune canalisation enterrée et que les canalisations aériennes se situent au droit de l'aire de rétention globale de la plateforme. Il précise aussi que les rétentions spécifiques extérieures sont vidées après chaque épisode pluvieux significatif. L'eau recueillie est envoyée dans le bassin de stockage des lixiviats à traiter, elle est retirée des rétentions par pompage.</p> <p>L'exploitant précise qu'il n'applique pas, à ce jour, de programme de contrôle des rétentions du centre. Il ne dispose pas de fiche de vie associée à chaque rétention du centre (date de construction, application d'un revêtement adapté aux produits chimiques pouvant être contenus, dates de réparation et de contrôle, etc.). Il n'assure pas de traçabilité des actions de contrôle des</p>

rétentions, car il considère que les utilisateurs de produits chimiques se doivent d'effectuer ce type de contrôle au quotidien.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Etat des stocks de produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : SECTION VI : DISPOSITIONS GENERALES DE PREVENTION DES RISQUES (Articles 45 à 69) Sous-section VI-1 : Connaissance des risques et des installations (Articles 48 à 50) Article 49 Etat des matières stockées. « (...) » L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. (...) »</p>
<p>Constats : L'exploitant précise qu'il assure une actualisation bimestrielle des stocks de produits chimiques présents dans le centre :</p> <p>Il estime cette fréquence suffisante dans la mesure où les stocks présents sont relativement faibles et géographiquement limités : En cas d'événement accidentel (incendie par exemple), l'exploitant précise que les sapeurs pompiers devront considérer que la quantité de chaque produit présent est maximale sur la plate-forme de traitement des lixiviats et de valorisation du biogaz, et sur la zone de gestion des engins, ils auront à disposition l'inventaire des produits chimiques présents dans le centre, sur lequel figurent les quantités maximales stockées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Consignes d'exploitation relatives aux rétentions des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59 et 25-IV
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation et de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Sous-section VI-3 : Maîtrise de l'exploitation (Articles 57 à 67) Article 59 Consignes d'exploitation et de sécurité. « Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné. (...) » L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin : (...) » -les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ; -les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; -les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ; (...) »</p> <p>Article 25 IV. — Dispositions spécifiques aux rétentions déportées.</p>

« (...) L'exploitant intègre aux consignes de sécurité prévues à l'article 59 du présent arrêté, les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre de dispositifs de drainage actifs (...). »
<p>Constats : L'exploitant a communiqué à l'inspection le 5 avril 2023 les documents suivants :</p> <p>Une fiche réflexe "Que faire en cas de déversement accidentel" datant d'avril 2022 composée de 3 volets : Sécuriser et alerter // Reconditionner et nettoyer // Tracer l'incident.</p> <p>1/ sur la zone de gestion des engins (remplissage en GNR de l'un des 2 compartiments de la cuve enterrée ; remplissage d'un réservoir d'engins ; réalisation des appoints en huile d'un engin....) :</p> <p>Il y a une consigne Opération de Dépotage du Carburant précisant les dangers et obligations et interdictions à respecter, ainsi que la conduite à tenir en cas d'accident et les numéros d'urgence.</p> <p>2/ sur la plate-forme de traitement des lixiviats et de valorisation du biogaz :</p> <p>La fiche réflexe précisée ci-dessus. L'étiquetage des bidons et cuves donnent les indications utiles sur les dangers et obligations à respecter.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Bassin de stockage de lixiviats de 4000 m³

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 22
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien nécessaire du bassin
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. L'exploitant établit un programme de contrôle et de maintenance préventive des systèmes de collecte, de stockage et de traitement des lixiviats. Ce programme spécifie, pour chaque contrôle prévu, les critères qui permettent de considérer que le dispositif ou l'organe contrôlé est apte à remplir sa fonction, en situation d'exploitation normale, accidentelle ou incidentelle.</p> <p>Constats : Divers événements ont conduit à reporter le nettoyage de ce bassin, depuis février 2022. Ce nettoyage semblait pouvoir être réalisé en fin d'été 2022, car à cette période de l'année, le niveau de lixiviats dans le bassin de stockage est généralement au plus bas. Mais l'exploitant précise que l'automne 2022 s'est avéré pluvieux dès le mois de septembre (données pluviométriques de l'exploitant : septembre: 241 mm / octobre : 187 mm / novembre : 102,5 mm / décembre : 129,5 mm). De plus, l'unité de traitement des lixiviats du centre n'a pas fonctionné de façon optimale: Au lieu de traiter jusqu'à 2,5 m³/h, elle n'a pu traiter que 1,5 m³/h. Une partie des lixiviats du centre est donc évacuée depuis plusieurs mois pour traitement à la station d'épuration de MONTELIMAR (aptitude de la station à traiter ces lixiviats étudiée).</p> <p>Ces éléments ont conduit l'exploitant à reporter à une date ultérieure le nettoyage du bassin de stockage de lixiviats de 4 000 m³ du centre.</p> <p>L'exploitant annonce qu'il va entreprendre des travaux de modification de son unité de traitement de lixiviats (notamment la suppression de la TAR, qui serait à priori un facteur limitatif de la capacité de traitement de lixiviats). Pendant ces travaux, l'unité ne sera plus opérationnelle, les lixiviats seront traités par d'autres voies (stations d'épuration communales de MONTELIMAR et peut-être de PIERRELATTE, sous réserve que soit démontrée l'aptitude de la station de PIERRELATTE à traiter les lixiviats du centre, et dans la limite des capacités de traitement disponibles // unités de traitement de lixiviats mobiles...).</p> <p>Un dossier de porter à connaissance sur cette affaire est donc à présenter par l'exploitant à madame la Préfète de la Drôme et à l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Niveau de lixiviats dans les casiers

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, Suppression du risque de pollution du milieu naturel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. L'exploitant tient également à jour un registre sur lequel il reporte une fois par mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le relevé de la hauteur de lixiviats dans les puits de collecte des lixiviats ou dispositif équivalent ; - la hauteur de lixiviats dans le bassin de collecte ; - les quantités d'effluents rejetés ; - dans le cas d'une collecte non gravitaire des lixiviats, l'exploitant relève une fois par mois les volumes de lixiviats pompés. <p>Le registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats : L'exploitant remet à l'inspection les fiches récapitulant la hauteur mensuelle de lixiviats dans chacun des casiers de la zone DONZERE 2 du centre. Ces hauteurs sont très importantes : 11, 65 m en février 2023 dans le casier 11 // 7,92 m en mars 2023 dans le casier 6.</p> <p>Or, l'article 11 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux impose : " Le dispositif de collecte des lixiviats est conçu de manière à ce que la hauteur maximale de lixiviats au point bas du fond de chaque casier n'excède pas de préférence 30 centimètres au-dessus de la géomembrane mentionnée à l'article 9, sans toutefois pouvoir excéder l'épaisseur de la couche drainante. Ce niveau doit pouvoir être contrôlé."</p> <p>L'épaisseur de la couche drainante est de l'ordre de 50 cm, et en tout état de cause très inférieure à 1 m.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Gestion des lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article 4.3.9
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle hauteur lixiviats
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le dispositif de drainage et de collecte des lixiviats est conçu et dimensionné pour éviter tout colmatage et limiter la charge hydraulique de préférence à 30 cm, sans pouvoir excéder l'épaisseur de la couche drainante mesurée au droit du regard et par rapport à la base du fond du casier et de façon à permettre l'entretien et l'inspection des drains. (...) Chaque casier de stockage de déchets non dangereux à créer sera muni d'au moins un puits de contrôle au droit duquel le dispositif de drainage aboutit. Ces puits sont visitables, ils permettent l'entretien des drains, la vérification du niveau des lixiviats, et sont équipés de pompes de relèvement qui fonctionnent automatiquement à partir d'un niveau haut de lixiviats fixé en fond de puits.</p>
Constats : Voir fiche précédente. Les pompes ne peuvent pas être en fonctionnement automatique, faute de dispositif de rétention/traitement de lixiviats de capacité suffisante.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois